

Débat citoyen sur la PPE

Nyons – 7 juin 2018

Le 7 Juin 2018, s'est tenu à Nyons dans la Drôme un débat citoyen sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie (dite PPE), organisé et présidé par Madame Célia de Lavergne, Députée de la 3^{ème} circonscription, en présence de Monsieur Floran Augagneur, vice-président de la Commission nationale du Débat Public (CNDP) et de Madame Moveda Abbed, membre de la commission particulière du débat public en charge de la PPE.

L'objectif de ce débat était de permettre aux citoyens de s'approprier les enjeux de la transition énergétique et de contribuer aux débats dans le cadre de la consultation de la CNDP sur ce sujet.

Déroulé et méthodologie

Après un mot introductif et d'accueil du maire Pierre Combes et de la députée Célia de Lavergne, l'atelier s'est déroulé en trois temps :

- Un questionnaire commenté en plénière : les participants ont été invités à remplir un questionnaire, via un sondage partagé sur l'application *Klaxoon* en se connectant sur leur smartphone. Près de 60 participants sur les 80 présents ont pris part au questionnaire. Les résultats complets des 11 questions du sondage (exposés en annexe) ont été présentés et commentés un par un par Moveda Abbed et Floran Augagneur, et par des participants volontaires de la salle.
- Des ateliers circulant autour de 5 thématiques : les participants ont été amenés à circuler entre 5 panneaux thématiques (efficacité énergétique, énergies renouvelables, sécurité d'approvisionnement, enjeux socio-économiques des filières, mobilité propre).
- Une discussion et des échanges de point de vue informels autour d'un verre de l'amitié.

Résultats des questionnaires :

Les deux premières questions du sondage portaient sur le thème du nucléaire. La première question traitait de la date à fixer pour l'objectif des 50% de nucléaire dans la production d'électricité : 42% des sondés ont souhaité conserver l'objectif de 2025 initialement prévu dans la loi de 2015. Mais sur la deuxième question, ils n'étaient plus que 36% à vouloir la fermeture des centrales nucléaires plutôt que la construction de nouvelles centrales ou le prolongement des anciennes.

Les deux suivantes concernaient la transition énergétique et les efforts qu'elle nécessite de la part de l'Etat mais aussi des citoyens en termes d'économies d'énergie par exemple. La première question concernait la répartition de ces efforts pour laquelle 64% des citoyens présents ont estimé qu'ils étaient injustement répartis parmi les différents acteurs concernés par le sujet, mais en

contrepartie plus de 50% des sondés estiment que la France est « dans les temps » ou « en avance » concernant les changements à effectuer pour mener à bien la transition énergétique.

Les questions suivantes ont montré que la majorité des participants au questionnaire se sont avérés insuffisamment satisfaits des efforts fournis par l'Etat ou la région Auvergne-Rhône-Alpes dans les énergies renouvelables, la mobilité durable ou encore les économies d'énergie. Enfin, les 59 sondés ont avoués plutôt connaître les acteurs locaux de la transition énergétique. Et si la perspective d'avoir 15 millions de véhicules électriques en 2035 (à savoir la moitié du parc actuel) a partagé l'opinion assez équitablement, plus de la moitié des sondés se sont prononcés pour une accélération du rythme quant aux efforts engagés dans les énergies renouvelables.

L'analyse collective e, plénière des résultats du questionnaire a laissé toute la place au débat et a permis à toutes les sensibilités de s'exprimer, ce que les participants ont reconnu. Le débat fut très riche en chiffres, en précisions techniques, juridiques et économiques, notamment grâce à la présence de professionnels dans la salle capables d'étayer leurs positions et à la bonne gestion de la répartition de la parole et de la contradiction par Monsieur Augagneur.

Le temps des ateliers

Puis est venu le temps fort des ateliers participatifs, où les citoyens pouvaient exprimer leurs idées sur chaque thème proposé, en notant synthétiquement sur des post-it leurs idées, inquiétudes et suggestions sur 5 sous-thématiques matérialisés par 5 panneaux noirs.

La récolte des informations fournies par ces post-it nous offre ainsi un panorama assez large des attentes de nos concitoyens pour la Programmation pluriannuelle de l'énergie de 2018.

Des différents ateliers, il est sorti principalement qu'il fallait promouvoir le renouvelable local, dans les systèmes intelligents, en particulier d'autoconsommation, et plus généralement, promouvoir la consommation d'énergies renouvelables. Pour cela, davantage associer les communes aux décisions permettrait aux projets de voir le jour dans de bonnes conditions et d'être mieux acceptés. Le frein que pose la multiplication des recours aux projets d'énergies renouvelables a été évoqué à de nombreuses reprises.

Le recours aux énergies renouvelables est aussi souvent perçu comme un choix et un mode de vie qui doit s'inscrire en symbiose avec l'environnement, mais cet attrait du renouvelable n'est pas partagé de tous, et les défis que posent ces nouvelles technologies interrogent aussi : des subventions à la production d'ENR, jugées trop élevés, aux différents défis techniques comme l'intermittence ou le stockage, en passant par le renforcement nécessaire du réseau actuel de distribution, les ENR ont soulevées des problématiques sur lesquelles beaucoup ont souhaité alerter les pouvoirs publics au moment du choix.

Par ailleurs, les participants estiment que la transition doit être vu comme un tout, et les citoyens refusent de se focaliser sur la transition « électrique ». Ainsi surgissent les inquiétudes autour de l'absence de débat sur la méthanisation, l'hydrogène ou encore la géothermie. Certains soulignent la nécessité de faire porter les efforts sur le domaine du transport, à la recherche d'une mobilité propre, tout en essayant de décarboner le chauffage tertiaire et en misant sur l'isolation des bâtiments.

Plus controversée est la question du nucléaire, qui laisse place à des positions plus antagonistes que complémentaires. Il est souvent avancé que la dénucléarisation partielle du mix énergétique contredise l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. De plus, la question de la

sécurité d'approvisionnement inquiète un certain nombre de gens. La question de l'avenir de la filière nucléaire, qui a des intérêts économique, militaire et scientifique, préoccupe aussi beaucoup nos concitoyens, surtout dans les territoires accueillant des centrales, ce qui est légitime. Il est enfin communément partagé que la sécurité nucléaire est une des priorités du secteur.

Conclusion

En conclusion, ce débat autour de la loi de Programmation Pluriannuelle de l'Energie a montré que les citoyens se sentaient concernés par ce choix politique majeur. Les débats ont été d'un niveau élevé en technicité quoiqu'accessible à tous, puisque très libre et émanant à la fois d'experts et de citoyens conscients du tournant que la transition énergétique impose comme choix de société.

La députée Célia de Lavergne a conclu la séquence en invitant les participants autour d'un verre de l'amitié, après avoir remercié les participants de leur mobilisation et après avoir elle-même proposé une contribution au débat et rappelé que les pouvoirs publics autant à décider une PPE sous la forme d'un décret au vu de la connaissance du secteur et des avancées scientifiques actuelles.

ANNEXES

- Annexe 1 : Les différents ateliers et les idées citoyennes qui y ont été exprimées
- Annexe 2 : Résultats du sondage

ANNEXE1 : Les différents ateliers et les idées citoyennes qui y ont été exprimées

Atelier 1 : Améliorer l'efficacité énergétique et baisser la consommation d'énergies fossiles

Vos avis sur les leviers d'action proposés

- Il faudrait pouvoir choisir l'électricité consommée, en donnant aux consommateurs des garanties d'origine.
- Pouvoir consommer de l'électricité renouvelable et locale.
- S'attaquer aux énergies fossiles dans les transports.
- Attendre le développement des ENR pour se positionner sur le nucléaire : avoir le choix.
- Encadrer les recours afin de permettre une instruction administrative apaisée.
- Ne pas imposer les choix technologiques de l'Etat par la réglementation.

Incitation financière

- Introduire des incitations plus fortes pour l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les logements, ainsi que pour la rénovation des HLM.
- Renforcer les fonds du financement de la rénovation énergétique des bâtiments.
- Favoriser la R&D

- Inciter à la consommation d'ENR en exonérant le consommateur de CSPE.

Campagne de communication

- Pédagogie, sensibilisation et information.
- Incitations positives à la consommation d'énergie.
- Informer, éduquer

Atelier 2 : Accélérer le développement des énergies renouvelables

Divers

- Favoriser des appels d'offre régionalisés.
- Encourager les projets citoyens locaux. Ce sont les forces vives de demain.
- Favorable à un mix énergétique qui soit cohérent avec le territoire.
- Généraliser les expérimentations décentralisées : *smartgrids* et systèmes intégrés.
- Il faut du stockage pour toutes ces énergies.
- Favoriser autre chose que les ENR avec les taxes climat.
- Le financement des ENR est une catastrophe (source : rapport de la Cour des Comptes), l'emploi est limité et elles amènent de nouvelles contraintes à venir sur le réseau.
- Faire évoluer les méthodes de raccordement au réseau des ENR
- Mettre en place une garantie d'origine renouvelable.

Eoliennes terrestres

- Réduire les délais d'instructions des recours.
- *Upgrader* le parc existant.
- Donner aux citoyens une vision globale des projets en cours.
- Limiter les recours abusifs.
- Réduire les procédures administratives et les recours.
- Simplifier et réduire les délais d'obtention des autorisations administratives.

Eolienne offshore

- Miser plutôt sur les hydroliennes.
- Eolien en mer : stop ! Il faudrait, à puissance égale, 400 fois la surface d'une centrale nucléaire. Il faut attendre la venue de la technologie de stockage. Le foisonnement ne marche pas : voir publications de RTE en novembre 2017. De plus, cela nous ruine (voir les 35Md€ de subventions en plus du coût).
- Clarifier la position de l'état sur les dernières annonces : quel prix de rachat ?

Hydroélectricité

- Prendre en compte les possibilités de modernisation des infrastructures hydroélectriques existantes.

- Autant que possible développer les STEP (Stations de Transferts d'Énergie par Pompage) mais 10 ans au moins qui confirme le STOP au ENRI: exemple SIVEN GB 8Md€ pour 100Mégawatts marémotrice sur un siècle.
- Que reste-t-il comme possibilités de sites en France ?
- L'hydraulique au « fil de l'eau » est l'une des énergies les plus taxés : 10€ MWh
- Les STEP sont les meilleurs moyens connus aujourd'hui de stockage !

Gaz

- La méthanisation est absente du débat ! Pourquoi ?

Hydrogène

- Encourager le développement du stockage par hydrogène avec la technologie *power-to-gas*.
- Ne pas faire l'impasse sur le développement de cette énergie.
- Hydrogène décarboné, oui ! Mais à partir de l'électrolyse et non par craquage.
- Pourquoi pas plus d'efforts sur l'hydrogène ?

Bois

- Alerte ! A diminuer autant que possible. Scandale de la centrale bois du tricastin. Pollue énormément. Saisir l'opportunité d'un démonstrateur. Récupération fatale des eaux de rejet de la centrale du Tricastin.
- La France a beaucoup de forêts, utilisons-les !
- Bois à tout va ? Le CO₂ augmentera !
- Générateur de CO₂.

Photovoltaïque

- Soutenir les projets de territoire sur ouvrage public.
- Former, éduquer, actuellement les efforts sont faits pour contrôler, labéliser les entreprises, et non pour les former.
- Soutenir les projets d'autoconsommation collective.
- Favoriser l'installation de photovoltaïque sur l'habitat collectif et individuel en rendant cela obligatoire sur les constructions neuves.
- Imposer des toitures solaires sur les nouvelles constructions.
- Baisser les coûts du matériel.
- Prendre en compte la vie des éléments associés à cette production dès maintenant : faire du recyclage de panneaux solaires.
- Comment peut-on définir que l'énergie renouvelable décentralisée puisse être une véritable solution tant que nous n'avons pas de solution économiquement viable de stockage.
- Que faire des panneaux usés dans 30 ans ?

Géothermie

- Développer la thermique en production d'eau chaude sanitaire et en chauffage pour logement en supprimant d'abord le fioul puis la combustion.

Atelier 3 : Maintenir un haut niveau de sécurité d'approvisionnement

Scénario Ampère

- Garder le nucléaire pour assurer la transition, avec pour objectif le retrait du nucléaire.
- Trop de fermeture de réacteur (8) met en danger le modèle économique d'Orano.
- Pas d'accord, ni avec EDF, ni RTE, ni ADEME. Il convient dans l'état actuel des connaissances de basculer sur l'électricité pour supprimer la combustion. L'électricité est le moyen d'intensifier la transition dans l'attente d'avoir la technologie de stockage adéquate.
- Utiliser la ressource renouvelable via l'autoconsommation collective.
- Quel est l'avenir de la filière du nucléaire qui a plusieurs intérêts économiques, sociétaux, militaires et énergétiques ?
- Attention à la sécurité du nucléaire.
- Ne pas confondre transition énergétique et transition électrique.

Scénario Volt

- Scénario plus réaliste que le scénario Ampère.
- C'est très rassurant que les opérateurs comme RTE confirment la faisabilité de ces scénarios et du maintien de la sécurité d'approvisionnement.
- Favoriser la gestion locale de la production et de la consommation. Améliorer les réseaux au niveau local, les transformations de quartier devraient réguler la tension (pas le cas à ce jour).
- Le scénario de décroissance de la production électrique est-il vraiment réaliste si l'on veut atteindre les objectifs de la SNBC ? EDF mise sur une croissance modérée (+ 0,3% / an) ce qui paraît plus réaliste.
- La stabilité du réseau électrique est essentielle pour son bon fonctionnement.
- Anticiper à 10, 15, 20 ans les changements stratégiques industriels et leurs conséquences.
- Faciliter les initiatives locales qu'elles soient juridiques ou régulatrices.
- Dans chaque scénario, pourrait-on travailler sur le coût complet du nucléaire (veille militaire, intelligence économique) ?
- D'autres scénarii existent prévoyant une augmentation (modérée) de la consommation d'électricité.

Atelier 4 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux de la transition énergétique et agir avec les territoires.

- Le coût de l'Énergie est resté stable pendant plus de 20 ans, et à bas coût, tout en finançant le nucléaire. Depuis tout a changé, c'est vital et sociétal. Il est fallacieux d'utiliser les taxes sur les consommations d'énergie à ce point car on n'a pas le choix.
- « Contrats de site » sur 10 ans pour les centrales qui ferment.
- « Formation tiers » de conseil.
- Plus de retombés fiscales vers les collectivités locales.
- Développer les ENR en prenant en compte les spécificités locales, les attentes locales ainsi que les besoins locaux.
- Mettre du lien entre l'Europe et les acteurs du territoire.
- Mieux accompagner techniquement les collectivités.

- Il faut impliquer les citoyens en étant acteurs de la transition énergétique et pas spectateurs des décisions politiques.
- Une fiscalité avec plus de retour vers les communes (IFER).
- Engager un plan de formation ambitieux à la PPE.
- De tout temps la société s'est adaptée aux différentes transitions, l'emploi est une variable qu'il faut analyser et organiser de manière collégiale, cela ne doit pas être du chantage ou un argument de menace.
- Encourager l'investissement des collectivités dans les projets d'ENR.
- Au niveau communal, les municipalités doivent établir des prévisions dans les plans d'urbanisme et la hausse de la population avec souvent (beaucoup trop) de contraintes. Est-il possible que cette diminution des impacts de la transition soit un levier positif à leur prise de décision ?
- Comment développer la motivation ?
- Les équilibres sociaux autour des sites de production d'électricité ne peuvent pas être gérés par l'état, donc comment peut-on faire ?

Atelier 5 : Une mobilité décarbonée et durable pour demain

- Le vélo électrique plutôt que le scooter.
- Favorisons les pistes cyclables.
- Rechercher les scénarios d'aménagement du territoire propices au bon développement des moyens de transport « doux ».
- Eléments positifs sur la santé et la gestion du réseau.
- Covoiturage, télétravail, transports en commun.
- Développer les réseaux intelligents.
- Avec les prix actuels des voitures électriques et le fait qu'il faut un autre moyen par foyer pour faire les grands déplacements courants, peut-on faire progresser le nombre de véhicules électriques ?
- Maitrisons-nous la filière industrielle liée à la production de véhicules électriques ?
- A quel prix pour la société ?
- Décarboné = nucléaire ?

ANNEXE 2 : Résultats du sondage

A votre avis faut-il fixer l'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité:



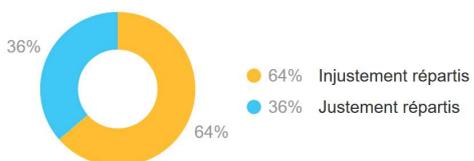
55 /59 votes

A votre avis faut-il décider avant 2028:



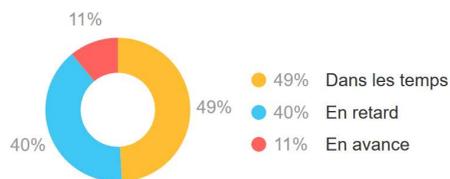
55 /59 votes

A votre avis, les efforts demandés aux habitants en matière de transition énergétique sont-ils socialement ?



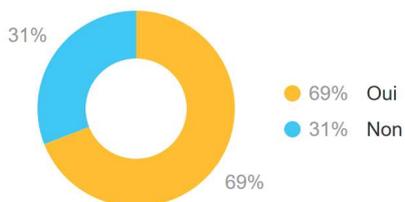
55 /59 votes

Au regard des objectifs de la loi de transition énergétique, estimez-vous que la France est plutôt :



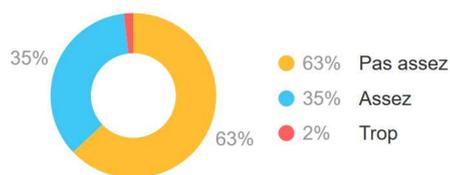
55 /59 votes

Connaissez-vous des organismes locaux concernés, acteurs de la transition énergétique ?



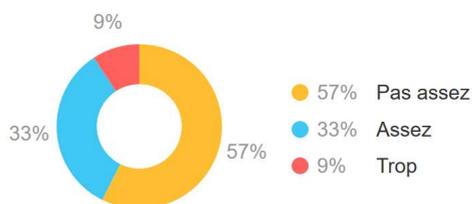
55 /59 votes

En matière d'économie d'énergies pensez-vous que votre région en fait:



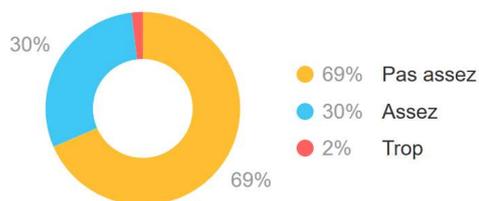
54 /59 votes

En matière d'énergie renouvelable pensez-vous que votre région en fait :



54 /59 votes

En matière de mobilités durables pensez-vous que votre région en fait:



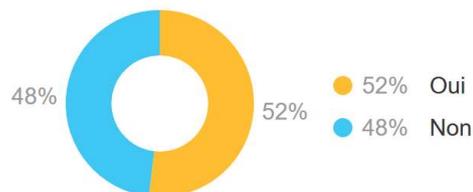
54 /59 votes

En tant que consommateur vous sentez vous suffisamment informés concernant les prix de l'énergie et la qualité du service proposé ?



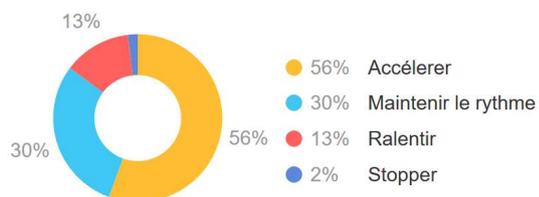
52 /59 votes

La perspective d'avoir 15,6M de véhicules électriques en 2035 vous paraît-elle réalisable:



54 /59 votes

S'agissant des efforts à engager pour les énergies renouvelables, faut-il à votre avis :



54 /59 votes